

Brésil

LA VICTOIRE DE LA GAUCHE A-T-ELLE ÉVITÉ LE PIRE ?

Avec 50,9 % des voix, Lula, le candidat de la gauche brésilienne, l'a emporté contre l'ex-président d'extrême droite, Jair Bolsonaro. À peine 2 millions de voix séparent les deux candidats sur les 128 millions de votants, dans ce continent au sein d'un continent. Si l'on peut comprendre le soulagement d'une part importante de la population suite à la défaite de ce Trump tropical, sur le terrain social et politique, les solutions de la gauche n'annoncent rien de bon pour les milieux populaires.

Un géant aux pieds d'argile

Dans la mondialisation capitaliste, le Brésil est le premier exportateur de viande bovine et occupe une place prépondérante sur le marché du soja, du café et de bien d'autres aliments essentiels. Cela profite aux multinationales impérialistes, aux grands propriétaires terriens qui sont la base de Bolsonaro, tout en laissant les milieux populaires dans une misère croissante. Les inégalités sociales sont à leur comble.

Le tournant de la bourgeoisie brésilienne vers l'exportation agricole a détruit l'emploi industriel, ruiné les paysans pauvres, pillé l'Amazonie en dévastant la forêt la plus vaste du monde (dévastation dont les multinationales importatrices sont également responsables). Cette réserve végétale immense voit ses capacités à produire de l'oxygène décroître de façon dramatique. Or cet oxygène, on le respire au Brésil mais aussi ici : les conséquences de ces politiques touchent les populations du monde entier.

La gauche ultime rempart ?

Après des classes populaires, Lula reste auréolé de son passé de militant syndicaliste contre la dictature féroce des années 1980, prestige personnel qui a résisté aux mesures en faveur du patronat et à celles prises contre les travailleurs lorsqu'il était au pouvoir et aux scandales de corruption. Il veille d'ailleurs à maintenir une certaine distance avec le parti qu'il avait lui-même fondé, le Parti des travailleurs, qui est aujourd'hui fortement discrédité. Mais il se tient aussi à distance des syndicats et collectifs populaires de lutte, et il souligne sa proximité avec les milieux patronaux. Il s'est d'ailleurs allié, dans ces dernières élections, à un

politicien de droite dont il a fait son vice-président pour rassurer les milieux d'affaires. Il a courtisé les milieux religieux, a clamé son opposition à l'avortement. Il n'est pas étonnant dès lors que la presse économique bourgeoise internationale ait salué sa victoire, signe espéré de stabilité.

Le programme de Lula ne parle pas des salaires, de la lutte contre la vie chère, de la lutte contre la violence des riches qui brise les militants de gauche et les peuples autochtones. Même si Lula conserve un grand prestige parmi les travailleurs les plus pauvres, l'abstention est restée élevée et, surtout, Bolsonaro a gagné plus de six millions de voix entre les deux tours. L'extrême droite milite avec le soutien ouvert des évangélistes sur le terrain et le soutien plus discret de secteurs importants de l'armée, en mobilisant tous ces nouveaux riches et apprentis fascistes. La gauche ne compte que sur les institutions, sans les mobilisations pour garantir ne serait-ce que la promesse de justice pour le plus grand nombre.

Où va le Brésil ?

Lula est certes président. Mais Bolsonaro a obtenu la première place au parlement et au sénat, et c'est un de ses soutiens qui est devenu gouverneur du poumon économique du Brésil, l'État de Sao Paulo. Le silence de Bolsonaro après sa défaite à la présidentielle laisse planer la menace d'un coup de force. Le seul atout « institutionnel » de Lula est dans le soutien que lui apporte une partie de la bourgeoisie brésilienne et, surtout, les dirigeants des grandes puissances, ce qui fait sans doute hésiter Bolsonaro. Mais cela laisse les travailleurs du Brésil sans perspectives propres, abandonnant leur sort aux mains des institutions et des dirigeants impérialistes.

Le Brésil est heureusement fort de traditions de luttes immenses du monde du travail, des paysans sans-terre. Il dispose encore aujourd'hui de milliers de militants qui pourraient rompre avec cette politique institutionnelle et reprendre le terrain des luttes et des idées révolutionnaires. Mélenchon a salué la victoire de Lula, le citant comme « un exemple à suivre ». On va y réfléchir à deux fois. Car s'il n'y a pas de mobilisations, Lula continuera d'arroser de milliards le patronat brésilien, y compris celui qui déforeste. Quant aux victimes de la famine au Brésil, elles n'obtiendront que des miettes.

Mieux vaut seul que mal accompagné

En vue de la restructuration du plateau 11, des accompagnements ont commencé sur les lignes des chauffeurs.

Ce n'est pas pour faire un brin de causette avec l'accompagnateur ou bien pour nous alléger ! L'objectif est de sabrer encore des emplois à notre détriment.

Ce petit manège à chaque réorg ne sert qu'à aggraver l'exploitation et augmenter les profits de la Poste. Il n'y a de raison qu'on accepte leur verdict.



Le service collecte de l'après-midi est aussi dans le viseur de la direction pour être restructuré. Celle-ci explique qu'elle va enlever aux collecteurs le ramassage des boîtes jaunes et le redonner aux chauffeurs de la distri.

Ne nous y trompons pas : quand La Poste s'avise de retirer du boulot aux uns pour le rajouter aux autres, c'est toujours pour supprimer des lignes et des emplois.

Ce n'est pas leur enfumage qui nous empêchera pas de nous rassembler pour contrer leur mauvais plan.

Fable postale

Notre dernière fiche de paie était accompagnée d'une *Info RH* où La Poste énumère sur deux pages de prétendues multiples augmentations de nos salaires.

C'est comme la fable de la grenouille qui voulait se faire plus grosse que le bœuf : tout se dégonfle dès qu'on regarde le résultat en bas de la fiche de paie.

Elle dépasse la Borne

La Poste a dû s'inspirer de la première ministre Élisabeth Borne faisant ses discours en doudoune pour préconiser des économies d'énergie. Du coup la direction va en faire une commande et nous avons eu droit à une séance d'essayage.

Si La Poste a décidé de nous faire travailler dans le froid, nous pouvons aussi décider de nous mettre en mode hibernation comme les marmottes.

Régularisation pour nos collègues sans papier !

Lors d'une séance de questions au gouvernement, une sénatrice PCF du Val-de-Marne a demandé la régularisation de nos collègues sans papier de l'agence Chronopost d'Alfortville, en grève depuis près d'un an. Elle a dénoncé les conditions de travail particulièrement scandaleuses de ces collègues, victimes du système de sous-traitance en cascade instauré par La Poste.

La ministre qui a répondu s'est complètement défaussée, renvoyant les dossiers au cas par cas dans les préfectures, alors que c'est La Poste elle-même qui fait blocage en refusant de reconnaître ces travailleurs comme ses salariés et de signer le document Cerfa qui

leur ouvrirait la voix de la régularisation.

Dans les entreprises publiques ou privées, les mêmes logiques du profit sont à l'œuvre et les collègues ont bien raison de se battre pour faire entendre leurs droits.

Hébergement d'urgence : le gouvernement

Le gouvernement avait décidé à la rentrée de supprimer 14 000 places d'hébergement d'urgence en deux ans pour les sans domicile. La veille, dix maires socialistes et écologistes de grandes villes dénonçaient dans une lettre à la Première ministre Élisabeth Borne ces « mises à la rue pures et simples ». Finalement, les 40 millions d'euros nécessaires ont été maintenus au budget 2023. Le nombre de places d'accueil reste donc inchangé pour l'instant. Mais il est toujours notoirement insuffisant, alors que près de 2 000 enfants dorment dans la rue.

Des économies pour qui ?

Les prévisions de l'Unédic, qui gère les comptes de l'assurance chômage, envisagent un solde financier positif pour l'année à venir.

Malgré les plaintes continues contre les chômeurs qui soi-disant coûtent cher, les caisses de l'assurance chômage sont excédentaires. Non seulement il y a un nombre de plus en plus élevé de cotisants, mais en plus il y a tous ceux qui ne demandent pas les allocations auxquelles ils ont droit, tant faire les démarches nécessaires relève parfois du parcours du combattant. Et cela, avant que la réforme de l'assurance chômage ne vienne encore réduire les aides...

La logique est claire : le gouvernement fait des économies sur le dos des plus fragiles d'entre nous, et pendant ce temps, il distribue des « aides » qui se chiffrent en milliards au patronat...

Pédiatrie en danger

Dans une lettre envoyée à Macron, plus de 4 000 pédiatres, des syndicats et des associations de patients ont fait état de la situation intenable dans les services de pédiatrie. À cause des fermetures de lits, du manque d'effectif et de places en réanimation, des enfants ne peuvent plus être pris en charge. Des soins sont reportés, des enfants renvoyés dans les services adultes ou dans des hôpitaux à des centaines de kilomètres. Des adolescents fragiles sont renvoyés chez eux.

Les épidémies hivernales sont pourtant prévisibles. Mais le gouvernement laisse les soignants se débrouiller et met les enfants en danger.

www.convergencesrevolutionnaires.org

   @npaetincelle

 @convergencesrevolutionnaires

